



AMAZON BRETAGNE

11 avril 2024

Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible. Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron, complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis de Netanyahou. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent. Cela fait 6 mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et soutiennent de fait l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 Tutsis par le gouvernement hutu au Rwanda il y a 30 ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des

armes à Israël et de s'en prendre à un gouvernement coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et le soutien des manifestations populaires dans le monde. Le 6 avril, 100 000 manifestants réclamaient à Tel-Aviv la démission de Netanyahou. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation de ce gouvernement d'extrême droite. Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

Augmentez les salaires !

Dans les négociations annuelles obligatoires, qui approchent de leur fin, la direction propose une augmentation de 4 %. Et encore, c'est d'après leur calcul qui inclut l'indemnité de transport. En vérité, c'est à peine plus de 3 %, c'est-à-dire en moyenne... même pas 50 balles de plus par mois !

Ils ont beau nous bassiner avec le recul de l'inflation, mais pour le moment, même le taux officiel – largement sous-estimé –, dépasse les 3 %. Et n'oublions pas que dans une entreprise comme la nôtre, ces augmentations ne touchent que les employés Amazon, pas les intérimaires, entreprises extérieures, etc, qui sont pourtant légion..

Il y a eu des petits débrayages, appelés par plusieurs syndicats, le 1^{er} et 2 avril. Pour des réelles augmentations – pour toutes et tous – c'est ça le chemin qu'il faut suivre !

La casse sociale ne s'arrête pas

Amazon annonce une fois de plus des nouvelles suppressions d'emplois, cette fois dans le secteur « cloud », AWS. La direction parle de « *plusieurs centaines de postes* », en justifiant qu'elle a « *identifié des secteurs précis que nous devons élaguer et rationaliser* ».

Depuis fin 2022, on en est à plus de 27000 emplois supprimés – ce n'est pas de « l'élagage », c'est une bombe au napalm ! Mais attention, contrairement aux arbres, les travailleurs peuvent rendre les coups...

Répression syndicale en Allemagne

La semaine dernière, un tribunal a confirmé le licenciement du président de l'équivalent du CSE de l'entrepôt Amazon de Winsen/Luhe dans le nord de l'Allemagne. Ils prétextent qu'il aurait profité pour mener des activités privées lors d'un congrès syndical, dont les frais de déplacements étaient payés par l'entreprise. Que les reproches soient vrais ou faux, peu importe : dans tous les pays, Amazon saisit chaque prétexte pour se débarrasser de collègues combatifs, syndicalistes ou militants. Ne nous laissons pas faire !

Au royaume des ultrariches...

...Jeff Bezos est toujours roi. Il a récemment acheté sur l'île d'Indian Creek devant Miami, repère des ultra-riche, une... troisième villa ! Même ses voisins se sont plaint de la concentration de tant de biens immobiliers sur cette petite île entre les mains d'un seul rapace capitaliste. Quand même les milliardaires le pensent...

« Place nette » : les bandits d'en haut trop pressés de s'en prendre aux bandits d'en bas

C'est l'intitulé de l'opération menée par le gouvernement contre le trafic de drogue dans les métropoles françaises. Ces opérations visent les petits dealers des quartiers mais épargnent les grands trafiquants internationaux. Surtout, c'est une tentative de se montrer plus sécuritaire que ses concurrents à l'extrême droite. Darmanin, le premier flic de France se félicitait le 2 avril du succès d'une opération à Strasbourg... qui devait avoir lieu le 3 ! On croyait que Macron et ses ministres étaient juste bons en communication, les voilà qui pratiquent la voyance.

MacDo s'adapte à la guerre

Le groupe McDonald's vient de reprendre en main 225 restaurants en franchise en Israël. Ceux-ci avaient en effet multiplié les repas gratuits et réductions diverses aux soldats qui combattent à Gaza. Ce soutien à la guerre menée contre la population palestinienne ne dérangeait évidemment pas la direction internationale de la chaîne de fastfood. Ce qui les gêne, c'est la répercussion de ces promotions propagandistes dans d'autres pays, dont les pays arabes où cette enseigne est boycottée. Ces magasins seront donc revendus à des patrons moins marqués politiquement dans l'espoir de faire cesser ce boycott.

Israël : un député expulsé de la Knesset pour avoir dénoncé « un crime de guerre »

Le député juif non-sioniste Ofer Cassif, membre du Parti communiste israélien, a été expulsé manu militari de la tribune du Parlement, pour avoir déclaré : « *Avant l'invasion, des milliers de Palestiniens, déplacés et réfugiés, cherchaient refuge à l'hôpital pour échapper aux horreurs de la guerre, mais la terreur des crimes de guerre les poursuivait à l'intérieur des portes protégées de l'hôpital.* » En janvier, l'extrême droite avait déjà tenté, de le faire exclure définitivement du parlement israélien.

Soutenez le NPA : participez à la souscription !

L'argent est le nerf de la guerre. Dans la lutte contre le patronat et le gouvernement à son service, le NPA ne peut pas compter sur l'aide des riches... contrairement à d'autres partis. Nous avons besoin de votre aide, pas de celle des patrons milliardaires et de leurs serviteurs.

Pour soutenir notre combat contre le capitalisme et ses ravages, faites un don aux révolutionnaires :

